

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**Mission de commissariat aux comptes  
N° 25-M-S3V-044**

**Lot 2 – Mission de commissariat aux comptes pour les  
besoins de la CCIR PACA  
exercices comptables 2026 à 2031**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**

# SOMMAIRE

|   |          |
|---|----------|
| <u>ARTICLE PREMIER : DISPOSITIONS GENERALES</u>                                 | <u>3</u> |
| 1.1 – PREAMBULE   | 3        |
| 1.2 – COMPETENCE ET INDEPENDANCE DES CABINETS                                   | 3        |
| 1.3 – MISSIONS ET ACTIONS DES CCI REGIONALES (CCIR PACA)                        | 3        |
| 1.3 – OBJET DU MARCHE   | 5        |
| <u>ARTICLE 2 – NATURE ET DETAIL DES PRESTATIONS</u>                             | <u>5</u> |
| 2.1 – MISSION DE CO-COMMISSARIAT AUX COMPTES – <b>PARTIE FORFAITAIRE</b>        | 5        |
| 2.2 – OBLIGATION DES TITULAIRES   | 6        |
| 2.3 – CALENDRIER ET LIVRABLES   | 6        |
| 2.3 – VOLUME HORAIRE  | 7        |
| 2.4 – MISSION DE COMMISSARIAT AUX COMPTES - <b>PARTIE A BONS DE COMMANDE</b>    | 7        |
| <u>ARTICLE 3 : PERIMETRE DE LA MISSION DE COMMISSARIAT AUX COMPTES</u>          | <u>7</u> |
| 3.1 – PERIMETRE DES COMPTES SOCIAUX DE LA CCIR PACA                             | 7        |
| 3.2 – PERIMETRE DES COMPTES COMBINES  | 8        |
| <u>ARTICLE 4 : CONTENU DE LA LETTRE DE MISSION</u>                              | <u>9</u> |
| <u>ARTICLE 5 : OBLIGATIONS PARTICULIERES DES TITULAIRES DU MARCHE</u>           | <u>9</u> |
| 5.1 – OBLIGATIONS LIEES A L’EXERCICE DU MANDAT DES CO-COMMISSARIATS AUX COMPTES | 9        |
| 5.2 – MISSION EXERCEE PAR PLUSIEURS COMMISSAIRES AUX COMPTES                    | 9        |
| 5.3 – DESIGNATION D’UN SUPPLEANT  | 10       |

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

## Article premier : Dispositions générales

### 1.1 – Préambule

En vertu de l'article L823-2 du Code de Commerce, la Chambre de Commerce et d'Industrie Région Provence, Alpes, Côte d'Azur (CCIR PACA) doit avoir deux commissaires aux comptes.

La désignation d'un commissaire aux comptes suppléant devra se faire au titre de la présente consultation, et dans les conditions prévues à l'article L. 823-1-II du code de commerce, lorsque notamment le commissaire aux comptes désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle.

Les Co-commissaires aux comptes (les Co-CAC) exerceront leur mission conjointement et seront responsables solidairement de la certification des comptes sociaux et combinés.

Il est précisé que le Co-commissaire aux comptes en exercice sont le **cabinet KPMG** et le **cabinet EQUATION** portant sur les exercices 2020 à 2025.

L'exercice collégial du mandat doit conduire les Co-commissaires aux comptes à planifier en commun la mission, à se partager à parts égales leurs travaux, et à mettre en œuvre toute concertation nécessaire entre eux et leurs équipes pour mener à bien leur mission.

Conformément aux dispositions de l'article L712-6 du code de commerce, les chambres de commerce et d'industrie de région auxquelles sont rattachées des chambres de commerce et d'industrie territoriales établissent et publient chaque année des comptes combinés dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ces comptes sont transmis à CCI France.

### 1.2 – Compétence et indépendance des cabinets

Les cabinets candidats attestent que les associés signataires sont inscrits en qualité d'experts comptables et de commissaires aux comptes. Ils prennent l'engagement de respecter l'ensemble des conditions destinées à assurer leur indépendance, telle qu'énoncées dans la circulaire n°2374 du 25 août 1995, en application des articles 220 et 221 de la loi n°66-537 du 24 juillet 1966.

Les cabinets attestent également que conformément au Décret n°2005-1412 du 16 novembre 2005, ils n'ont pas établi ou fourni, dans les deux ans qui précèdent, des évaluations comptables, financières ou prévisionnelles ou, dans le même délai, n'ont pas élaboré des montages financiers sur les effets desquels ils seraient amenés à porter une appréciation dans le cadre de leur mission.

Ces dispositions s'appliquent également, pour une prestation faite par le réseau auquel ils appartiennent, relative à du conseil, portant sur des documents, des procédures, des évaluations ou des prises de position en matière comptable et financière de nature à affecter leur appréciation ou de les mettre en situation d'auto-révision.

### 1.3 – Missions et actions des CCI Régionales (CCIR PACA)

Les chambres de commerce et d'industrie de région exercent au sein de leur circonscription l'ensemble des missions du réseau des chambres de commerce et d'industrie prévu à l'article L.710-1 du code de commerce.

A ce titre :

1° Elles sont consultées par le conseil régional sur tout dispositif d'assistance aux entreprises dont la région envisage la création ;

2° Elles sont associées à l'élaboration du schéma régional d'aménagement et de développement du territoire ;

3° Elles sont associées, dans les conditions prévues par le code de l'urbanisme, à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale lorsque ces schémas excèdent la circonscription d'une chambre territoriale ou départementale d'Ile-de-France ;

4° Elles peuvent assurer la maîtrise d'ouvrage de tout projet d'infrastructure ou d'équipement, notamment de transport, et gérer tout service concourant à l'exercice de leurs missions ; elles peuvent également être chargées de réaliser de tels projets par contrat avec l'Etat, la région, les autres collectivités territoriales de la circonscription régionale ou leurs établissements publics.

Pour les missions relevant du développement économique des régions telles que définies au chapitre Ier bis du titre V du livre II de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales, les chambres de commerce et d'industrie de région peuvent agir en tant qu'agences de développement économique desdites régions.

Les chambres de commerce et d'industrie de région encadrent et soutiennent les activités des chambres territoriales et départementales d'Ile-de-France qui leur sont rattachées. Elles définissent une stratégie régionale pour l'activité du réseau dans leur circonscription, compatible avec le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation prévu à l'article L.4251-13 du code général des collectivités territoriales. La compatibilité de cette stratégie avec ce schéma est garantie par la signature des conventions prévues à l'article L.4251-18 du même code.

Dans des conditions définies par décret, les chambres de commerce et d'industrie de région exercent leur activité en valorisant les compétences existant dans les chambres de commerce et d'industrie territoriales ou dans les chambres de commerce et d'industrie départementales d'Ile-de-France.

A ce titre, elles :

1° Élaborent et votent, à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés, la stratégie régionale et le schéma régional d'organisation des missions opposable aux chambres de commerce et d'industrie de leur circonscription ainsi que, chaque année, à la majorité des membres présents ou représentés, le budget nécessaire à la mise en œuvre de cette stratégie et de ce schéma ;

2° Etablissent, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, un schéma directeur opposable qui définit le nombre et la circonscription des chambres territoriales locales et départementales d'Ile-de-France dans leur circonscription en tenant compte de l'organisation des collectivités territoriales en matière de développement et d'aménagement économique de la viabilité économique et de l'utilité pour leurs ressortissants des chambres territoriales, ainsi que du maintien des services de proximité d'appui aux entreprises dans les départements et les bassins économiques ;

3° Adoptent, dans des domaines d'activités ou d'équipements définis par décret, des schémas sectoriels destinés à encadrer les projets des chambres de commerce et d'industrie territoriales ;

4° Répartissent entre les chambres de commerce et d'industrie qui leur sont rattachées le produit des impositions qu'elles reçoivent, après déduction de leur propre quote-part. Cette répartition est faite en conformité avec la convention d'objectifs et de moyens mentionnée à l'article L.712-2 de la version consolidée au 6 mars 2020 du Code général des collectivités territoriales, les schémas sectoriels, le schéma régional d'organisation des missions et doit permettre à chaque chambre de commerce et d'industrie d'assurer ses missions de proximité ;

5° Dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat, recrutent les personnels de droit privé et les affectent auprès des chambres de commerce et d'industrie territoriales ; mettent à disposition des chambres de commerce et d'industrie territoriales les agents publics, dont ceux soumis au statut prévu par la loi n° 52-1311 du 10 décembre 1952 relative à l'établissement obligatoire d'un statut du personnel administratif des chambres d'agriculture, des chambres de commerce et des chambres de métiers, après avis de leur président ; gèrent leur situation conventionnelle et contractuelle ou statutaire. Les dépenses de rémunération des personnels ainsi mis à disposition constituent des dépenses obligatoires des chambres de commerce et d'industrie territoriales et sont des recettes des chambres de commerce et d'industrie de région concernées ;

6° Assurent, au bénéfice des chambres de commerce et d'industrie territoriales qui leur sont rattachées, des fonctions d'appui et de soutien ainsi que toute autre mission pouvant faire l'objet d'une mutualisation et figurant dans le schéma régional d'organisation des missions, dans des conditions et des domaines précisés par décret en Conseil d'Etat ;

7° Abondent, dans des conditions et limites définies par décret, le budget, au-delà du budget voté, d'une chambre de commerce et d'industrie territoriale et départementale d'Ile-de-France qui leur est rattachée pour subvenir à des dépenses exceptionnelles ou faire face à des circonstances particulières,

8° Peuvent passer, pour leur propre compte ou, dans leur circonscription, pour celui de tout ou partie des chambres du réseau, des marchés ou des accords-cadres. Elles peuvent assurer la fonction de centrale d'achat au sens du code des marchés publics pour le compte des chambres territoriales ou départementales de leur circonscription ;

9° Établissent, après chaque renouvellement général, avec les chambres de métiers et de l'artisanat de niveau régional, un plan des actions ayant vocation à être mutualisées dans l'intérêt des entreprises de leur ressort.

### 1.3 – Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) concernent :

**la mission légale des Co-commissariats aux comptes de la CCIR Provence Alpes Côte d'Azur (CCIR PACA) pour les exercices 2026 à 2031.**

Cette mission porte sur les 6 exercices comptables, du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2031.

Lieu d'exécution : Bouches du Rhône.

La mission des Co-commissariats aux comptes de la CCIR PACA a pour objectif principal de certifier que les comptes sociaux et combinés sont réguliers, sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et patrimoniale de la CCIR PACA à la fin de cet exercice.

## **Article 2 – Nature et détail des prestations**

### 2.1 – Mission de Co-commissariat aux comptes – Partie forfaitaire

La partie forfaitaire de la mission comprend :

- La certification des comptes sociaux,
- La certification des comptes combinés.

Le cadre d'Organisation Budgétaire et Financière du réseau des CCI (OBCF) régie les règles de l'organisation budgétaire, comptable, et financière des CCI. Il est joint en annexe.

L'article L711-16-2° du code de commerce confère à CCI France la responsabilité de proposer et d'adopter des normes d'intervention du réseau et de s'assurer du respect de ces normes. L'article R.711-55-1 de ce code précise à son paragraphe 3° que « les normes d'intervention élaborées par CCI France en application du 2° de l'article L711-16 concernent les conditions et les modalités communes d'organisation et de fonctionnement des établissements du réseau, et notamment le règlement intérieur des établissements publics du réseau prévu à l'article R. 711-68 ainsi que le cadre d'organisation budgétaire, comptable et financière du réseau des chambres de commerce et d'industrie ».

Conformément au cadre OBCF 4.705, Les commissaires aux comptes certifient les comptes annuels de l'établissement (bilan, compte de résultat, annexe) et, le cas échéant, les comptes combinés et les comptes combinés.

### ➤ **La certification des comptes sociaux**

Elle ne porte que sur les aspects purement comptables, et n'exige aucun jugement sur l'opportunité des décisions de gestion ni de l'exécution du budget (comparaison prévisionnel / exécuté).

A noter que les CCIR emploient des agents sous statut public et des agents sous contrats de droit privé depuis 2019.

Les effectifs de la CCIR PACA sont de 948 ETP au 31/12/2025.

### ➤ **La certification des comptes combinés**

Cette certification s'étend également aux comptes combinés que la CCIR PACA est tenue de publier pour répondre aux obligations de la loi.

A titre indicatif, le périmètre des derniers comptes combinés est précisé à l'article 3-2 du présent CCTP.

### **Répartition des travaux et organisation de mission**

Les travaux d'audit se répartissent pour moitié entre les deux Co-commissaires aux comptes.

La répartition des cycles s'opère en amont de la mission et permet une appréciation distincte de la répartition des travaux. Cette répartition sera régulièrement modifiée.

En outre, il est demandé au titulaire du présent marché de préparer et de participer aux réunions suivantes :

- Réunions de synthèses avec le management de la CCIR PACA et les élus pour chaque phase de la mission (Conclusions « Intérim » et « Final » à présenter par les Co-CAC).
- Commission des Finances
- Assemblée Générale.

Ces réunions s'inscrivent dans le processus de clôture des comptes annuels de la CCIR PACA.

### **2.2 – Obligation des titulaires**

Les Titulaires demeurent tout au long de la réalisation des prestations les seuls responsables des intervenants. Le personnel des titulaires est sous leur autorité, leur responsabilité hiérarchique et leur direction. Ainsi, ils recrutent, rémunèrent, emploient, forment et dirigent sous leur seule responsabilité les intervenants désignés pour la réalisation des prestations.

Chaque titulaire devra disposer de moyens humains suffisants pour réaliser les prestations dans la période et délais impartis.

### **2.3 – Calendrier et livrables**

A titre indicatif, le calendrier des interventions est le suivant :

- Rédaction et validation de la lettre de mission
- Cadrage et planification de la mission au 31.12.N :
  - Répartition des travaux entre co-commissaires aux comptes : Septembre - Octobre N
  - Intérim et revue préliminaires Novembre – Décembre N
  - Réunion de synthèse Intérim avec remise d'un rapport détaillé – Décembre N
- Intervention finale :
  - Comptes Sociaux : dernière quinzaine de Mars N+1

- Comptes Combinés : dernière quinzaine de Juin N+1
- Réunion de clôture avec remise d'un rapport détaillé : Avril N+1
- Commission des Finances et remise des rapports : Avril Mai N+1 pour les comptes sociaux et début Juillet pour les comptes combinés
- Assemblée Générale : avant le 31 Mai N+1 pour les comptes sociaux, avant le 31 Juillet N+1 pour les comptes combinés.

### 2.3 – Volume horaire

Le volume horaire annuel est estimé entre **200 heures** pour chacun des Co-commissariat aux comptes.

### 2.4 – Mission de commissariat aux comptes - Partie à bons de commande

La partie à bons de commande de l'accord cadre correspond à la réalisation des prestations suivantes :

- Diligences directement liées (DDL), supports, études et missions diverses : dans le cadre des activités objet du présent marché, il pourra être demandé au titulaire d'effectuer des missions complémentaires. Ces missions feront l'objet d'une application des prix unitaires mentionnées à l'acte d'engagement en fonction du profil nécessaire à la bonne exécution de ces prestations.
- Diligences complémentaires relatives à l'attestation de demandes de remboursement de frais engagés dans le cadre de projets européens. Ces diligences seront réalisées conformément aux normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relatives aux attestations particulières et feront l'objet d'honoraires complémentaires déterminés au cas par cas.

## **Article 3 : Périmètre de la mission de commissariat aux comptes**

### 3.1 – Périmètre des comptes sociaux de la CCIR PACA

Total Bilan : 36.5 M€

Ressource fiscale reçue : 43.5 M€

Ressource fiscale distribuée : 37.3 M€

Masse salariale : 72.2 M€.

### 3.2 – Périmètre des comptes combinés

#### Périmètre au 31 décembre 2024

| PRESENTATION DES ENTITES COMBINEES / CONSOLIDEES  |                 |             |               |         |                                       |                     |
|---|-----------------|-------------|---------------|---------|---------------------------------------|---------------------|
| V3.1  |                 |             |               |         |                                       |                     |
| <b>Objet :</b> Définir le périmètre des entités combinées / consolidées afin de présenter des états comptables.<br><b>CCIR : PACA</b><br><b>Exercice comptable :</b> 31/12/2024 |                 |             |               |         |                                       |                     |
| Nom de l'entité combinée / consolidée   | Date d'exercice | % d'intérêt | % de contrôle | Méthode | Description des liens de combinaison* | Lien de filiation   |
| CCIR PACA   | 31/12/2024      | 100%        | 0%            | IG      | Entité Combinante                     |                     |
| CCI Aix Marseille Provence  | 31/12/2024      | 100%        | 0%            | IG      | CCIT                                  |                     |
| CCI Alpes Haute Provence  | 31/12/2024      | 100%        | 0%            | IG      | CCIT                                  |                     |
| CCI Hautes Alpes  | 31/12/2024      | 100%        | 0%            | IG      | CCIT                                  |                     |
| CCI Nice Côte d'Azur  | 31/12/2024      | 100%        | 0%            | IG      | CCIT                                  |                     |
| CCI Pays d'Arles  | 31/12/2024      | 100%        | 0%            | IG      | CCIT                                  |                     |
| CCI Var   | 31/12/2024      | 100%        | 0%            | IG      | CCIT                                  |                     |
| CCI Vaucluse  | 31/12/2024      | 100%        | 0%            | IG      | CCIT                                  |                     |
| SASU Aeroport Avignon   | 31/12/2024      | 100%        | 100%          | IG      | Filiale CCIT                          |                     |
| SCI Chalucet  | 31/12/2024      | 43%         | 43%           | IP      | Filiale CCIT                          |                     |
| SCI MALDONAT  | 31/12/2024      | 99%         | 99%           | IG      | Filiale CCIT                          |                     |
| SAS Quai des Saveurs  | 31/12/2024      | 100%        | 100%          | IG      | Filiale CCIT                          |                     |
| SA Cale Halage d'Arles  | 31/12/2024      | 46,75%      | 46,75%        | IP      | Filiale CCIT                          |                     |
| ESCM SA   | 31/12/2024      | 100         | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| GRAND-PRE SCI   | 31/12/2024      | 99,99       | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| WTC SA  | 31/12/2024      | 99,94       | 99,94         | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| Association Provence Promotion  | 31/12/2024      | 0           | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| Association Club de la Croisière  | 31/12/2024      | 0           | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| Via Marseille Fos   | 31/12/2024      | 0           | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| Association Adevem  | 31/12/2024      | 0           | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| SASU Les Escampons  | 31/12/2024      | 100         | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| SASU ANSE DE LA RESERVE   | 31/12/2024      | 100         | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| SASU CCI PERFORMANCE  | 31/12/2024      | 100         | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| SASU CCI INFRASTRUCTURE   | 31/12/2024      | 100         | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| Association Kedge Business School   | 31/12/2024      | 0           | 50            | IP      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| RIALITY   | 31/12/2024      | 100         | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| SAFIM S.A   | 31/12/2024      | 15,01       | 15,01         | MEE     | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| SA Aéroport Marseille Provence  | 31/12/2024      | 25          | 25            | MEE     | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| S.E.A.L.A.R   | 31/12/2024      | 55,77       | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| S.E.A.L.A.P.B   | 31/12/2024      | 55,77       | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| S.E.A.L.A.V   | 31/12/2024      | 55,77       | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| S.E.A.L.A.H.O.C   | 31/12/2024      | 55,77       | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| S.E.A.L.A.H.O   | 31/12/2024      | 55,77       | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| S.E.A.D.R.C.H   | 31/12/2024      | 55,77       | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| S.E.A.R.V.S   | 31/12/2024      | 55,77       | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI AMP |
| Aéroport Côte d'Azur  | 31/12/2024      | 25          | 25            | MEE     | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| SCI Argila  | 31/12/2024      | 100         | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| SCI Campus  | 31/12/2024      | 100         | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| Carabacel Conseil   | 31/12/2024      | 100         | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| Carabacel Patrimoine  | 31/12/2024      | 100         | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| FD Dotation Cote d'Azur Formation   | 31/12/2024      | 0           | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| Ecole 42  | 31/12/2024      | 0           | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| Gallice 21  | 31/12/2024      | 51          | 51            | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| SCI ISN   | 31/12/2024      | 100         | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| SAS ISN   | 31/12/2024      | 33,4        | 33,4          | MEE     | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| Nice Air Port Engineering   | 31/12/2024      | 100         | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| SCI PAL   | 31/12/2024      | 100         | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| SCI Pimian  | 31/12/2024      | 100         | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| SCI Sôphipolitaine  | 31/12/2024      | 100         | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| Vauban 21   | 31/12/2024      | 51          | 51            | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| SAS Victorine Studio  | 31/12/2024      | 24,99       | 24,99         | MEE     | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| SAS Vieux Port Golfe Juan   | 31/12/2024      | 100         | 100           | IG      | Filiale CCIT                          | Sous palier CCI NCA |
| I.A.D   | 31/12/2024      | 35,23       | 35,23         | MEE     | Filiale CCIT/ CCIR                    |                     |



## Article 4 : Contenu de la lettre de mission

Conformément à la norme NEP-210 homologuée par arrêté du 12 mai 2021 publié au J.O. n° 0113 du 16 mai 2021 (article A. 823-1 du code de commerce), le titulaire rédigera une lettre de mission précisant notamment la répartition des travaux interim, clôture, rapport...etc. avec le co-commissaire aux comptes.

En précision du point 13 de l'article 06 « contenu de la lettre de mission » :

Il est entendu par « *le budget d'honoraires de la mission de contrôle légal et des autres interventions* » le montant rendu contractuel par l'acte d'engagement du présent marché.

## Article 5 : Obligations particulières des titulaires du marché

### 5.1 – Obligations liées à l'exercice du mandat des Co-commissariats aux comptes

Les prestations sont exécutées personnellement sous l'entière responsabilité du titulaire, qui doit se conformer à la réglementation en vigueur, assurer les diligences directement liées à sa mission de commissariat aux comptes et aux règles de déontologie telles que visées dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Les Co-commissaires aux comptes, ainsi que leurs collaborateurs et experts, sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes, renseignements, documents dont ils ont pu avoir connaissance à raison de leurs fonctions et cela dans le respect des dispositions de l'article L.822-15 du Code du Commerce. Ainsi, ces derniers s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations et documents de toute nature, technique, administrative, juridique et stratégique, dont ils auraient eu connaissance dans le cadre de leurs pouvoirs d'information et d'investigation à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Tous les résultats et documents produits dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété exclusive de la CCIR PACA, qui en a la libre utilisation. Il en va de même de tous les moyens, documents et supports qui sont mis à la connaissance des titulaires du marché.

Les titulaires du marché déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces mesures ainsi que celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la profession de commissaire aux comptes.

### 5.2 – Mission exercée par plusieurs commissaires aux comptes

Les comptes de la CCIR PACA sont certifiés par les deux Co-commissaires aux comptes ou les deux Co-commissaires aux comptes suppléants.

Ainsi, conformément à la réglementation en vigueur et aux dispositions de l'article 17 du code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, lorsque la mission est exercée par plusieurs commissaires aux comptes, ces derniers appartiennent à des cabinets de CAC distincts. Ces structures professionnelles ne doivent donc pas avoir de dirigeants communs, ne peuvent entretenir entre elles de liens capitalistiques ou financiers et ne peuvent appartenir à un même réseau. Les commissaires aux comptes se communiquent réciproquement les propositions de fournitures de prestations entrant dans les diligences directement liées à la mission.

Les modalités d'exercice de la mission des Co-commissaires aux comptes sont fixées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur et futurs ainsi que par les Normes d'Exercice Professionnel, notamment la NEP-100 « Audit des comptes réalisé par plusieurs commissaires aux comptes » homologuée le 10 avril 2007, publiée au JO le 03/05/2007.

### 5.3 – Désignation d'un Suppléant

Les soumissionnaires doivent désigner dans leur proposition un suppléant dans le seul but de pallier une éventuelle défection du Titulaire.

Le suppléant joindra sa candidature (les pièces figurant au règlement de la consultation ) à l'appui de celle du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article L.823-1 du code de commerce, les commissaires aux comptes suppléants sont appelés à remplacer les commissaires aux comptes titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès de ces derniers.

L'ensemble des dispositions du présent marché s'applique au commissaire aux comptes suppléant dès son éventuelle activité.

Les Co-commissaires aux comptes titulaires ont l'obligation de maintenir en place les moyens techniques et humains décrits dans son offre pour assurer l'exécution des prestations pendant toute la durée du marché. Ainsi les commissaires aux comptes suppléant peuvent pendant toute la durée du marché effectuer les prestations des commissariats aux comptes en cas de défaillance des Co-commissaires aux comptes titulaires. Les fonctions des commissaires aux comptes suppléant appelé à remplacer les Co-commissaires aux comptes titulaires prennent fin à la date d'expiration du mandat confié aux Co-commissaires aux comptes titulaires sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire. Dans ce dernier cas, les titulaires reprennent leurs fonctions lorsque l'empêchement a cessé et après la prochaine assemblée qui approuve les comptes de la CCIR PACA.

D'autre part, les suppléants désignés ne peuvent prétendre à aucune rémunération dans le cadre de leur mission de suppléant. En cas de remplacement des titulaires, les suppléants acceptent les clauses du présent marché sans y apporter de modification. Les prestations, aussi bien au niveau quantitatif que qualitatif, demeurent identiques dans les conditions établies entre les titulaires et la CCIR PACA.